

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1925.

Projet de loi portant majoration du taux de l'intérêt en matière fiscale (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2) PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

L'article 10 de la loi budgétaire du 20 août 1921 a relevé le taux de l'intérêt moratoire en matière fiscale et fixé ce taux à 6 %.

Le Gouvernement, reprenant une disposition inscrite dans le projet de loi déposé en 1924 et qui portait création de nouvelles ressources fiscales, constate à son tour que le paiement tardif des impôts se multiplie. Il estime donc devoir proposer une nouvelle majoration du taux de l'intérêt moratoire, et vous demande de décider, qu'à partir du 1^{er} août prochain, il sera dû un intérêt de 8 % en cas de retard dans le paiement des impôts de quelque nature qu'ils soient.

La portée exacte des textes qui étaient en vigueur avant 1921, des textes admis en 1921 et des dispositions dont le vote est sollicité aujourd'hui résulte du tableau annexé au présent rapport.

Votre Section centrale n'a pas donné sans réserves son adhésion au projet de loi qui vous est soumis.

Certes, les membres de la Section centrale eussent, sans hésitation, voté la majoration du taux de l'intérêt moratoire si le paiement tardif de l'impôt était, en ordre principal, décidé par le contribuable, parce que le taux de l'intérêt fiscal est inférieur aux ressources que celui-ci retire ou escamote soit de placements, soit de spéculations.

Mais le paiement tardif s'explique parfois.

Les difficultés provoquées jusqu'ici par l'application de l'impôt sur le revenu,

(1) Projet de loi n° 16.

(2) La Section centrale présidée par M. Lemonnier était composée de MM. Doms, Ernest, Pussemier, Golenvaux, De Bruyne (A), Blavier.

l'obligation regrettable imposée à l'administration d'adresser aux redevables des rappels de droit, ont amené l'envoi des extraits-avertissements des rôles à toutes les époques de l'année.

Le contribuable, surtout celui qui est assujetti à la supertaxe, a donc pu être avisé à l'improviste du montant de sa dette fiscale et être obligé de payer sans posséder les disponibilités requises.

Il importe de rappeler ces faits pour ne point paraître diminuer l'importance de l'effort demandé au contribuable belge, dont le Gouvernement a justement exalté le courage fiscal.

Votre Section centrale n'a cependant pas amendé le projet de loi qui vous est soumis quoique des membres se soient déclarés favorables au retour à la pratique antérieurement admise du paiement des contributions par fraction.

Mais d'une part elle juge que l'examen de cette dernière question sera plus opportunément abordée quand sera discutée la mise au point définitive de la loi organique d'impôt et elle croit savoir : 1° que le « rappel de droit » a pratiquement cessé d'exister ; 2° que l'application de la loi d'impôt sur le revenu est suffisamment complète pour permettre, à bref délai, l'envoi à date fixe des extraits-avertissements des rôles ; 3° que le contribuable avisé par l'expérience des années précédentes, peut approximativement évaluer sa dette fiscale et s'assurer donc les disponibilités requises.

D'autre part elle croit aussi que des instructions ministérielles pourraient faciliter le paiement des taxes fiscales.

Ainsi, par exemple, pourquoi ne pas permettre d'organiser le paiement de la supertaxe au moment de la déclaration du revenu ? Les droits de l'État seraient cependant toujours sauvegardés si, à ce moment, le redevable pouvait verser un acompte, la moitié ou les trois quarts de la taxe qui lui fut imposée pour l'exercice antérieur.

Ainsi encore quand le contribuable et le fisc discutent, non sur le principe de la déduction d'une taxe, mais sur le montant du chiffre, pourquoi ne pas autoriser le versement de la somme sur le chiffre de laquelle les parties sont d'accord ? Pourquoi dans ces cas aboutir à cette conséquence que pendant la durée du débat, l'intérêt est dû sur la totalité du montant de la taxe alors qu'il ne pourrait raisonnablement être exigé que sur le montant de la partie contestée.

Le paiement anticipatif des taxes fiscales, le versement de la quotité admise des taxes discutées n'ont rien d'illégal.

Votre Section centrale insiste pour que l'administration facilite l'accomplissement du devoir fiscal en permettant notamment au contribuable l'apurement anticipatif de sa dette.

Elle vous propose, sous le bénéfice des observations qui précèdent, d'adopter le projet de loi qui vous est soumis.

Le Rapporteur,
L. PUSSEMIER.

Le Président,
M. LEMONNIER.

ANNEXE

Projet de loi portant majoration du taux de l'intérêt moratoire en matière fiscale.

1^o Art. 25 des lois coordonnées du 3 mars 1919-2 juillet 1920 établissant un impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels.

(Cet article remplace les art. 6 et 11 visés dans la loi du 20 août 1921.)

L'impôt spécial est payable dans les trois mois de l'avertissement-extrait du rôle.

L'intérêt légal est dû sur le montant de l'impôt spécial, à partir du 1^{er} octobre 1920 jusqu'au jour du paiement.

2^o Art. 59, § 2, des lois coordonnées d'impôts sur le revenu.

A défaut de paiement dans les délais ci-dessus, les sommes dues sont productives, au profit du Trésor, de l'intérêt de 6 % pour la durée du retard.

3^o Art. 53 de la loi du 30 août-5 septembre 1913.

Les droits de succession, de mutation par décès ou de mutation en ligne directe, ainsi que les amendes éventuellement dues, sont payés dans les dix, douze ou treizième mois à compter du jour du décès, selon que le décès est survenu dans le royaume, dans un autre pays d'Europe ou hors d'Europe.

Les délais de paiement peuvent être prolongés par le Ministre des Finances, suivant qu'il est jugé nécessaire.

Si le droit n'est pas payé dans le délai, l'intérêt légal, au taux fixé pour la matière civile, est exigible de plein droit à compter du jour où le paiement aurait dû être exécuté.

Art. 10 de la loi budgétaire du 20 août 1921.

Par modification aux articles 6 et 11, §§ 1 et 2, de la loi du 2 juillet 1920 et à l'article 59, § 2, des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920, l'intérêt de retard est fixé à 6 %, en ce qui concerne les impôts directs, y compris l'impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre et l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels.

Le même intérêt de 6 % est applicable en cas de retard dans le paiement des sommes dues en matière d'impôts indirects ou de taxes y assimilées.

Par modification au troisième alinéa, le taux de 6 % est substitué au taux légal en ce qui concerne les droits de succession et de mutation par décès.

Dans tous les cas visés au présent article, le taux de 6 % est applicable à partir du 1^{er} juillet 1921.

Article unique du projet de loi.

Le taux de l'intérêt moratoire fixé à 6 % par l'article 10 de la loi du 20 août 1921 relative au Budget général des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1921 est porté à 8 %.

(N^o 76)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JULI 1925.

**Wetsontwerp tot verhooging van den interest wegens vertraagde betaling
in fiskale zaken ⁽¹⁾.**

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

Artikel 10 der Begrootingswet van 20 Augustus 1921 heeft den interest wegens vertraagde betaling in fiskale zaken verhoogd en gebracht op 6 t. h.

De Regeering, die een bepaling overneemt van het wetsontwerp van 1924, waarbij nieuwe belastingen werden ingesteld, stelt op hare beurt vast dat de vertraagde betaling der belastingen vaker en vaker voorkomt. Zij is dus van meening een nieuwe verhooging der interesten wegens uitstel te moeten voorstellen en vraagt u te beslissen dat, vanaf 1 Augustus aanstaande, een interest van 8 t. h. zal verschuldigd zijn in geval van vertraging in de betaling der belasting hoe genaamd ook.

De juiste beteekenis van de vóór 1921 in voege getreden teksten, van de teksten aangenomen in 1921 en van de bepalingen die men thans vraagt goed te keuren, blijkt uit de bij dit verslag gevoegde tabel.

Uwe Middenafdeeling heeft aan het u onderworpen wetsontwerp niet zonder voorbehoud hare instemming verleend.

Inderdaad, de leden van de Middenafdeeling zouden, zonder aarzelen, de verhooging van den interest wegens uitstel hebben gestemd, indien tot de laattijdige betaling van de belasting, in hoofdzaak, door den belastingschuldige werd beslist, omdat de rentevoet van den fiskalen interest lager is dan de inkomsten welke de belastingschuldige trekt of hoopt te trekken hetzij uit beleggingen, hetzij uit speculatie.

Doch de laattijdige betaling kan soms verklaard worden.

De tot nog toe voorkomende bezwaren door toepassing van de inkomstenbelasting, de betreurenswaardige verplichting aan het beheer opgelegd van de schatplichtigen van rechtswege tot betaling te manen, hebben geleid tot het

(1) Wetsontwerp, n^o 16.

(2) Samenstelling van de Middenafdeeling : de heeren Lemonnier, Voorzitter ; Doms, Ernest, Pussemier, Golenvaux, De Bruyne, (A.), Blavier.

zenden van waarschuwingsuittreksels uit het kohier op gelijk welk tijdstip van het jaar.

De schatplichtige, vooral hij die aan de supertaxe onderworpen is, kan dus onverhoeds worden verwittigd van het bedrag zijner belastingschuld en verplicht worden te betalen zonder de vereischte beschikbare gelden te bezitten.

Het is noodig sommige feiten in herinnering te brengen om niet den schijn te hebben af te dingen op de belangrijkheid van de inspanning die gevraagd wordt van den Belgischen schatplichtige wiens fiskale moed terecht door de Regeering werd geroemd.

Uwe Middenafdeeling heeft echter het u onderworpen wetsontwerp niet geamendeerd, hoewel sommige leden zich gunstig uitspraken voor den terugkeer tot de vroegere praktijk aangenomen voor de betaling der belastingen deelsgewijze.

Doch, eenerzijds, denkt zij dat het onderzoek van deze laatste kwestie op meer gepaste wijze zal kunnen aangevat worden wanneer zal behandeld worden de definitieve aanpassing van de organieke belastingwet en zij meent te weten :

- 1° dat de « maning van rechtswege » praktisch opgehouden heeft te bestaan;
- 2° dat de toepassing van de wet op de inkomstenbelasting genoegzaam volledig is om kortelings toe te laten waarschuwingsuittreksels uit het kohier op bepaalde tijdstippen te verzenden;
- 3° dat de schatplichtige, door de ervaring der vorige jaren geleerd nagenoeg zijn fiskale schuld kan ramen en dus zorgen de vereischte gelden beschikbaar te hebben.

Anderzijds, denkt zij ook dat ministerieele onderrichtingen de betaling der belastingen zouden kunnen bevorderen.

Alzoo, b. v., waarom niet toelaten de betaling der supertaxe te doen plaats hebben op het oogenblik van de aangifte van het inkomen?

De rechten van den Staat zouden echter altijd zijn gevrijwaard, indien, op dit oogenblik, de schatplichtige een voorschot kon geven, de helft of de drie vierden van de hem voor het vorige jaar opgelegde belasting.

Alzoo nog, wanneer de belastingschuldige en de fiscus redetwisten, niet over het beginsel van eene belasting op iemands debet in te schrijven, maar over het bedrag, waarom den niet toelaten de som te storten over welks beloop de partijen het eens zijn?

Waarom in die gevallen beslissen dat, middelerwijl, de interest verschuldigd is over geheel het bedrag der belasting als wanneer hij redelijker wijze slechts over het bedrag van het betwiste gedeelte zou kunnen geëischt worden?

De vervroegde betaling van de belastingen, de storting van het aangenomen gedeelte der betwiste belastingen hebben niets wat onwettig is.

Uwe Middenafdeeling dringt aan opdat het beheer de nakoming van den fiskalen plicht zou vergemakkelijken met, namelijk, den schatplichtige toe te laten zijne schuld bij vervroegde termijnen aan te zuiveren.

Zij stelt u voor, onder voorbehoud van de vooraangaande opmerkingen, het u onderworpen wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,
L. PUSSEMIER.

De Voorzitter,
MAURICE LEMONNIER.

BIJLAGE

Ontwerp van wet houdende verhooging van den interest wegens vertraagde betaling in fiskale zaken.

1^o Art. 25 der *samengeordende wetten van 5 Maart 1919-2 Juli 1920 tot heffing van een bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten.*

(Dit artikel vervangt de art. 6 en 11 der wet van 20 Augustus 1921.)

De bijzondere belasting moet worden betaald binnen drie maanden van het waarschuwingsuitreksel uit het kohier.

De wettelijke interest is op het bedrag der bijzondere belasting verschuldigd van 1 October 1920 af tot op den dag der betaling.

2^o Art. 59 § 2 der *samengeordende wetten op de inkomstenbelastingen.*

Bij gebreke van betaling binnen de hierboven gestelde termijnen, brengen de verschuldigde sommen ten bate van de Schatkist den interest van 6 t. h. op voor den duur van het verwijl.

3^o Art. 53 der wet van 30 Augustus-5 September 1913.

De rechten van successie, van overgang bij overlijden of van overgang in de rechte linie evenals de boeten waarin men mocht zijn vervallen, worden voldaan binnen de tien, twaalf of dertien maanden te rekenen van den dag van het overlijden naar gelang het overlijden is voorgekomen in het Rijk, in een ander land van Europa of buiten Europa.

De termijnen van betaling kunnen door den *Minister van Financiën* worden verlengd, naar gelang zulks wordt noodig geoordeeld.

Wordt het recht binnen den termijn niet betaald, dan is de wettige interest, tegen den rentevoet bepaald voor de burgerlijke zaken, van rechtswege verschuldigd te rekenen van den dag waarop de betaling had moeten gedaan worden.

Art. 10 van de *Begrootingswet van 20 Augustus 1921.*

Met wijziging in de artikelen 6 en 11, §§ 1 en 2, der wet van 2 Juli 1920 en in artikel 59, § 2, der *samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920*, wordt de interest wegens verwijl op 6 t. h. vastgesteld wat betreft de rechtstreeksche belastingen, met inbegrip van de bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten en van de bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten.

Dezelfde interest van 6 t. h. is toepasselijk in geval van ten achteren zijn met de betaling der sommen verschuldigd in zake onrechtstreeksche belastingen of daarmee gelijkgestelde taxes.

Met wijziging in het derde lid van artikel 53 der wet van 30 Augustus 1913, wordt het bedrag van 6 t. h. in de plaats gesteld van het wettelijk bedrag wat betreft de rechten van successie en van overgang bij overlijden.

In al de bij dit artikel bedoelde gevallen, is het bedrag van 6 t. h. toepasselijk van 1 Juli 1921 af.

Eenig artikel van het wetsontwerp.

Het percent van den interest wegens verwijl, dat bij artikel 10 der wet van 20 Augustus 1921, betreffende de *Algemeene Begrooting der Ontvangsten en der Uitgaven over het dienstjaar 1921* op 6 t. h. vastgesteld werd, wordt tot 8 t. h. opgevoerd.